

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Guatemala-l-ex-general-Perez-accuse-de-violations-des-Droits-de-l-Homme-s-era-president>

Guatemala : l'ex-général Perez accusé de violations des Droits de l'Homme sera président

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -
Date de mise en ligne : lundi 7 novembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'ancien général Otto Perez Molina, qui a promis l'extrême fermeté contre le crime organisé au Guatemala, a été proclamé officiellement dans la nuit de dimanche à lundi vainqueur de l'élection présidentielle après quelque 90% des bulletins dépouillés.

« Nous déclarons vainqueur le Parti Patriote » (du général Perez), a annoncé à la radio et à la télévision la présidente du Tribunal suprême électoral (TSE), Maria Eugenia Villagran.

« A tous les Guatémaltèques (...) et à ceux qui n'ont pas voté pour Otto Perez, je lance un appel à s'unir et travailler ensemble ces quatre prochaines années », a lancé l'ex-militaire de 61 ans, en revendiquant la victoire avec 55,2% des suffrages contre 44,8% pour son rival Manuel Baldizon, 41 ans, selon des résultats portant sur près de 90% des suffrages.

Les Guatémaltèques votaient pour le second tour de ce scrutin opposant deux rivaux qui ont promis d'en finir avec la violence et la pauvreté, deux des principaux fléaux de ce petit pays d'Amérique centrale.

Avant de voter dans une école de la capitale guatémaltèque, l'ex-général avait appelé les électeurs à se mobiliser pour « ne pas laisser d'autres prendre la décision » à leur place, tout en rappelant ses priorités : « changement, sécurité, justice et travail ».

Les deux candidats sont arrivés en tête du premier tour au terme de campagnes électorales démesurément dispendieuses (22,5 millions de dollars pour M. Perez et 13,7 millions pour M. Baldizon, selon une ONG) pour ce pays où deux des 14 millions d'habitants survivent avec moins d'un dollar par jour.

Par ailleurs, ces candidats ont été visés par de graves accusations. M. Perez, surnommé le « général de la paix » pour avoir négocié et signé les accords ayant scellé la fin de la guerre civile (1960-1996, 200.000 morts et disparus), a été accusé de violations des droits de l'Homme pendant ce conflit.

Quant à M. Baldizon, chef d'entreprise raillé par ses détracteurs pour ses convictions changeantes (il a appartenu à une formation de gauche entre 2006 et 2008), il fait depuis peu l'objet de rumeurs de financement de son nouveau parti, le Lider, par l'argent des trafiquants de drogue.

Dans ce contexte, de nombreux électeurs n'ont pas caché leur désillusion face aux promesses des candidats, notamment au sein de la communauté indienne (42% de la population), alors que les observateurs ont déploré le manque de propositions concrètes en matière d'aide aux plus démunis.

« Avec tout le respect, (les candidats) ne font rien de bon, je vote parce que c'est un droit, une obligation de citoyen », a expliqué à l'AFP Sigfrido Vasquez, indien maya de 50 ans, après avoir voté dans le village montagneux de Santa Cruz Chinautla, au nord-est de la capitale.

La présidente du Tribunal suprême électoral Maria Eugenia Villagran a relevé « des incidents dans certaines localités » qui ont nécessité l'intervention des forces de sécurité.

A Santa Cruz del Quiche, (170 km au nord de la capitale), la police a notamment dû disperser des partisans de M. Perez qui faisaient de la propagande par haut-parleur.

Guatemala : l'ex-général Perez accusé de violations des Droits de l'Homme sera président

La campagne électorale a été émaillée de violences ayant fait plusieurs morts depuis son coup d'envoi en mai. Le Guatemala est l'un des pays les plus dangereux du monde, avec 18 homicides enregistrés chaque jour, soit six fois la moyenne mondiale.

Au premier tour du 11 septembre, le scrutin avait été marqué par l'absence de candidat du parti de gauche au pouvoir après le rejet de la candidature de l'ex-épouse du chef de l'Etat, Sandra Torres, qui avait divorcé du président Alvaro Colom, limité à un seul mandat, pour pouvoir se présenter.

Le 11 septembre, les 7,3 millions d'électeurs avaient renouvelé les 158 députés du Congrès, où aucune majorité ne s'est dégagée, 333 maires et 20 représentants au Parlement centraméricain.

Edgar Calderon

AFP. Guatemala, 7 novembre 2011.